



Compte-rendu de la concertation sur le Revenu Universel d'Activité

Le 11 juillet se tenait une nouvelle phase de concertation autour de la mise en place du Revenu Universel d'Activité (RUA), au ministère de la Santé. Elle fait suite à une phase de « constats » sur lesquels la CGT était appelée à émettre un avis. Il nous est dans la pratique impossible de lire et analyser les documents fournis dans le temps imparti par le ministère ; difficile dans ces conditions de parler de « concertation ». Etaient présents à cette matinée Mathieu Cocq du Pôle Eco et David Meyer, animateur de l'Espace revendicatif.

Ce qui a été dit par le gouvernement

Un grand flou règne encore sur les intentions du gouvernement, ce qui a d'ailleurs été souligné par nombre de personnes présentes à la concertation. La secrétaire d'Etat Dubos a présenté trois « imperfections » de notre système social :

1. Juxtaposition des aides et fort taux de non-recours
2. Complexité des dispositifs
3. Peu d'incitation au retour à l'emploi

Le RUA entend donc répondre à ces imperfections en créant une prestation unique, dont le périmètre exact reste encore trop flou. Quid de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ? Des Aides au logement ? Aucune réponse précise n'est apportée à ce stade. Reprenons les trois points évoqués :

1. Le fort taux de non-recours est un problème et la CGT partage ce constat. Une manière simple de l'éviter serait d'automatiser le versement des allocations ; on voit mal comment cette idée serait compatible avec les critères de « recherche active d'emploi » évoqués au point 3.
2. La complexité du dispositif est une rhétorique classique qui ne sert généralement pas les administrés, mais permet de justifier des réorganisations dans les services ou le versement de prestations sous couvert de « simplification ». Si le système est complexe, c'est aussi parce que les situations individuelles le sont tout autant.
3. C'est clairement là que le bât blesse. Comme pour le RSA, la secrétaire d'Etat comme la Ministre cherchent à vendre l'idée que le problème du système de prestations sociales est qu'il n'incite pas suffisamment au retour à l'emploi, faisant peser comme d'ordinaire la responsabilité de la pauvreté sur les pauvres eux-mêmes. Agnès Buzyn, en promettant un « service public de l'insertion », reste vraisemblablement dans cette ligne : la pauvreté et l'exclusion s'expliquent *uniquement* par un déficit dans l'insertion des plus précaires. Le fait que l'on compte plus de 8 millions de pauvres ne semble pas interroger la ministre sur l'ampleur du problème.

Quid du financement de la mesure ? La secrétaire d'Etat Dubos comme la Ministre Buzyn ont pris deux engagements :

- Ne pas utiliser cette réforme comme un moyen de faire des économies ; on peut sérieusement douter vues les orientations budgétaires générales du gouvernement
- Prendre en compte le non-recours dans la budgétisation de la mesure, alors même qu'elle avait été annoncée à budget constant ; la plus grande vigilance s'impose à ce sujet.

Qu'ont dit les intervenants ?

Des intervenants avaient déjà été choisis par la secrétaire d'Etat et le délégué interministériel pour intervenir. Quelques interventions rejoignent certaines de nos critiques (notamment celles de l'USH et de la FAP).

Ont notamment été soulignés les points suivants :

- Pourquoi ne pas rendre automatique l'attribution de la nouvelle mesure si l'objectif est de lutter contre le non-recours ?
- Coupes de 4 milliards dans les APL depuis le début du quinquennat. (FAP)
- APL est une modalité du droit au logement, pas un revenu. Pour que le travail paye, il faut une véritable politique d'augmentation des salaires (USH).
- Notre système de protection sociale est, contrairement aux affirmations des ministres, efficace (USH).

Notre position CGT sur le RUA

La CGT a rappelé à la ministre quelques éléments sur la position de la CGT.

- Nous ne sommes pas favorables à une « remise à plat » du système de protection sociale, glissement sémantique dangereux qui pourrait justifier une réduction des prestations
- Notre système de protection sociale a prouvé sa robustesse et son efficacité, il doit être renforcé et non remis à plat.
- La concertation sur le RUA ne peut pas être hors sol avec les déclarations de la présidence (« le pognon de dingue ») et la politique générale du gouvernement clairement en faveur des plus aisés (suppression de l'ISF et flat tax notamment)
- A titre d'exemple, doubler le RSA coûterait 10 milliards d'euros, soit la moitié du CICE actuel ; il s'agit bien d'un problème de volonté politique, pas de contrainte budgétaire
- La complexité du système décrite par la Ministre résulte de la complexité des situations particulières. Il faut donner les moyens (notamment humains) pour accompagner les bénéficiaires dans l'accès à leurs droits. Les coupes dans les effectifs et les budgets génèrent des difficultés d'accès aux assurés sociaux.
- D'une manière générale pour la CGT, la principale manière de sortir de la pauvreté est l'accès à l'emploi. C'est parce que le système économique que défend ce gouvernement est incapable de fournir suffisamment de travail à tous que la pauvreté continue d'augmenter. Sans politique industrielle et salariale forte, le problème ne pourra être traité qu'à la marge.
- Enfin, la pauvreté est aussi et surtout une question de redistribution. Le « ruissellement » n'existe que dans la tête des classes dirigeantes. La meilleure manière de réduire la pauvreté à court terme reste encore de mieux répartir les richesses. Ce n'est semble-t-il pas l'orientation du gouvernement, qui accompagne plutôt les riches dans l'expansion de leur patrimoine.
- Une concertation sur des enjeux concernant des millions de personnes ne peut se faire au pas de course sans une véritable évaluation de l'ensemble des dispositifs et la prise en compte des propositions de l'ensemble des acteurs sociaux et associatifs.